

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021-2022

CLOS LE 30 JUIN 2021

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**

CONSTRUCTION
DE DÉFENSE
CANADA



DEFENCE
CONSTRUCTION
CANADA

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 Importance relative	1
2.0 Profil de la Société	1
3.0 Fait marquant : Pandémie mondiale de COVID-19	2
4.0 Indicateurs du rendement opérationnel	3
5.0 Gestion des risques	4
6.0 Résultats financiers	4
États financiers intermédiaires résumés non audités	13

RAPPORT DE GESTION

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les variations opérationnelles pour le premier trimestre clos le 30 juin 2021 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2021.

Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2020-2021* »). Les résultats financiers présentés ici sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée (communément appelée « Construction de Défense Canada », « CDC » ou la « Société ») est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation et de gestion de marchés de construction, d'infrastructure, d'environnement et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense et de sécurité du Canada. Au fil de son histoire, qui s'étend sur une période de 70 ans, CDC a fourni ses services à un éventail de ministères et d'agences du gouvernement du Canada partout au pays et à l'étranger. La Société compte deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada visant l'expansion du centre de données d'entreprise à la Base des Forces canadiennes Borden.

De la planification des besoins des projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail de services. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs de services suivants.

SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'acquisition de biens, de services professionnels et de services de construction et d'entretien en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation, ainsi qu'à faire preuve de diligence raisonnable et à gérer les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

Le secteur des Services de gestion des biens immobiliers participe au bon entretien des infrastructures du MDN en fournissant un soutien stratégique et tactique tout au long du cycle de vie immobilier.

3.0 FAITS MARQUANTS : PANDÉMIE MONDIALE DE COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qualifiait l'écllosion de COVID-19 de pandémie mondiale, et recommandait des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les paliers de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

Conformément aux recommandations du gouvernement, la Société a réduit au minimum ses effectifs présents sur les lieux de travail. La plupart des employés ont pu travailler à partir de leur domicile et le personnel essentiel a été en mesure de continuer à se rendre sur les sites en toute sécurité et à s'acquitter de ses obligations envers les clients-partenaires. Le niveau de présence sur place a varié partout au Canada selon les mesures de santé publique en vigueur dans les divers lieux de travail de CDC. CDC continue de suivre les annonces gouvernementales à la grandeur du pays en rapport avec les plans de réouverture alors que la troisième vague de la pandémie de COVID-19 se replie et que plus de Canadiens sont vaccinés. La Société cherche également à obtenir des clients-partenaires des mises à jour sur leurs approches locales en matière de retour au travail et commence à formuler ses plans en conséquence.

Tout au long de la pandémie, CDC a réussi à maintenir son niveau d'activité le plus près possible de la normale, tout en se conformant aux exigences locales en matière de santé publique. Le nombre d'appels d'offres lancés et clos par la Société est resté stable pendant toute cette période.

La Société demeure en contact étroit avec le MDN et les autres clients-partenaires pour veiller à ce que les projets essentiels se poursuivent. CDC communique par ailleurs régulièrement avec les associations sectorielles pour partager l'information et demander leur collaboration dans ces circonstances inhabituelles. Les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au pays gèrent les marchés en cours par une combinaison de télétravail et d'activités essentielles réalisées sur place, tout en prenant toutes les précautions nécessaires.

Même si la Société ne saurait déterminer ou prédire avec exactitude la nature et l'ampleur des répercussions que la COVID-19 aura à terme sur ses activités, elle n'en estime pas moins, en date du dépôt du présent rapport financier, que ses réserves de trésorerie, comptes débiteurs et accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires lui procureront suffisamment de liquidité pour financer son fonctionnement.

4.0 INDICATEURS DE RENDEMENT OPÉRATIONNEL

4.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables au client-partenaire, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un outil clé de gestion financière. À cet égard, la Société se fixe pour objectif de recouvrer 70 % de la masse salariale à même les montants qu'elle facture chaque mois à ses clients-partenaires.

Pour le premier trimestre de 2021-2022, le taux d'utilisation était de 75 %, soit une baisse de 4 points de pourcentage par rapport à la même période en 2020-2021. Le taux d'utilisation a diminué principalement parce que les employés ont suivi plus de formation et pris plus de vacances, en raison de la levée des restrictions liées à la pandémie à certains endroits.

4.2 COÛT DES SERVICES

Cet indicateur rend compte du pourcentage du budget du programme d'Infrastructure et d'Environnement (IE) du MDN qui est consacré aux services de CDC. De manière générale, CDC s'attend à ce que ce coût soit de l'ordre de 9 à 15 % du budget IE du MDN.

Pour le premier trimestre de 2021-2022, le coût des services était de 21 %, en baisse de 3 points de pourcentage par rapport à 24 % à la même période en 2020-2021. Le coût des services est habituellement plus élevé que la plage ciblée au début de l'année, à cause du calendrier des dépenses des contrats IE, et retombe dans cette plage à mesure que l'année progresse et que les dépenses contractuelles sont engagées.

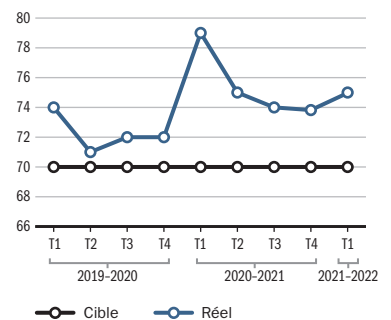
4.3 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage des charges salariales de base. CDC s'était fixé pour objectif annuel global de consacrer 4 % de ses charges salariales de base à la formation et au perfectionnement.

Pour le premier trimestre de 2021-2022, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale était de 3 %, en hausse de 2 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable au fait que les activités de formation qui ont été auparavant annulées en raison de la pandémie ont repris sous forme virtuelle et que CDC a embauché de nouveaux employés qui avaient besoin de formation.

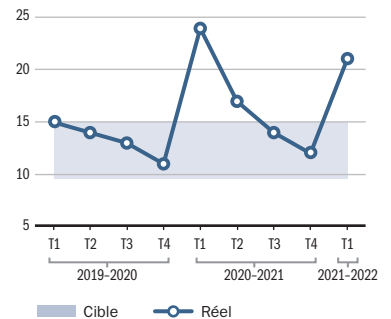
Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables, cumul de l'exercice à ce jour)



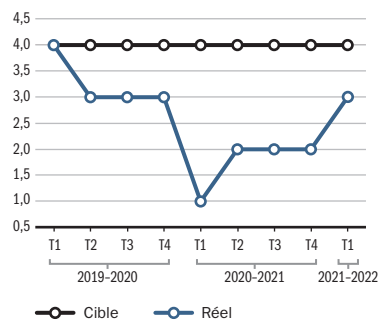
Coût des services

(Pourcentage, cumul de l'exercice à ce jour)



Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(Pourcentage, cumul de l'exercice à ce jour)



5.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, Gestion des risques, du rapport de gestion du *Rapport annuel 2020-2021* de CDC.

6.0 RÉSULTATS FINANCIERS

6.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du premier trimestre renvoient au trimestre clos le 30 juin 2021. Toute mention du premier trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 juin 2020. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2021.

6.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 37,1 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 3,6 millions de dollars, soit environ 11 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation tient à une hausse de la demande de services du client-partenaire combinée à un relèvement du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'infrastructure et d'environnement. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et ils diminuent dans le cas contraire.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits découlant de la gestion des marchés ont augmenté de 11 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte pour 4,5 points de la majoration des taux de facturation, conjuguée à la hausse (pour 6,5 points) de la demande pour ces services de la part du client-partenaire.

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification de projets ont progressé de 5 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte pour 4,5 points de la majoration des taux de facturation, conjuguée à la hausse (pour 0,5 point) de la demande pour ces services de la part du client-partenaire.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 22 % au cours du premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la majoration des taux de facturation (qui a compté pour 4,5 points de pourcentage de la hausse) et de l'augmentation de la demande de services liés à la gestion des installations et du portefeuille (qui a compté pour 17,5 points de pourcentage).

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés de l'approvisionnement ont augmenté de 15 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la majoration des taux de facturation (qui représentait 4,5 points de pourcentage de la hausse) et de la croissance de la demande du client-partenaire (qui représentait 10,5 points de pourcentage de la hausse).

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 10 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la majoration des taux de facturation (qui représentait 4,5 points de pourcentage de la hausse) et de la croissance de la demande de ces services par le MDN (qui représentait 5,5 points de pourcentage de la hausse).

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement se sont accrus de 16 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient pour 4,5 points à la majoration des tarifs de facturation et pour 11,5 points à l'accroissement de la demande de ces services.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2021	2020	\$	%
Gestion des marchés	14 692 \$	13 182 \$	1 510	11 %
Planification de projets	10 490	9 975	515	5 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	3 602	2 961	641	22 %
Approvisionnement	3 125	2 715	410	15 %
Soutien technique en matière de construction	2 923	2 667	256	10 %
Soutien technique en matière d'environnement	2 228	1 929	299	16 %
Total des produits	37 060 \$	33 429 \$	3 631	11 %

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les montants varient selon la nature du travail qui est exécuté pour le client-partenaire. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 276 000 \$ pour le premier trimestre, en hausse de 102 000 \$, ou environ 59 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation est le fruit d'une réduction des restrictions de déplacement liées à la COVID-19.

	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2021	2020	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Frais de déplacement et décaissements recouverts	276 \$	174 \$	102	59 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont diminué de 3 000 \$, ou 3 %, au premier trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits financiers est principalement due à la diminution des taux d'intérêt.

	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2021	2020	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Produits financiers	105 \$	108 \$	(3)	-3 %

6.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 25,7 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 2,4 millions de dollars, ou environ 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le barème salarial a progressé de 3,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour rendre compte d'une hausse de 1,0 % liée au coût de la vie et d'une majoration de 2,6 % liée au rendement, en moyenne. Le nombre d'équivalents temps plein a augmenté d'environ 10 %, ou 99 équivalents temps plein, pour la même période de l'année précédente, en réponse aux demandes de service des clients-partenaires.

Pour le premier trimestre, les charges sociales totalisent 6,9 millions de dollars, en hausse de 1,0 million de dollars, ou environ 17 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du coût des avantages sociaux futurs.

	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2021	2020	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Salaires	25 705 \$	23 282 \$	2 423	10 %
Charges sociales	6 874	5 864	1 010	17 %
	32 579 \$	29 146 \$	3 433	12 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	27 %	25 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,3 millions de dollars pour le premier trimestre, en baisse de 95 000 \$, ou 4 %, par rapport au premier trimestre de 2020-2021. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 juin		Variation		Analyse de la variation
	2021	2020	\$	%	
(en milliers de dollars)					
Infonuagique	434 \$	338 \$	96	28 %	L'augmentation est attribuable à la hausse des coûts mensuels des services infonuagiques gérés en raison d'une gamme accrue de services.
Entretien des logiciels	318	378	(60)	-16 %	Cette baisse est due aux coûts d'intégration engagés pour le soutien à la cybersécurité, comme la vérification à distance de l'accès au réseau des utilisateurs, et aux logiciels supplémentaires déployés au premier trimestre de l'exercice précédent.
Honoraires	318	351	(33)	-9 %	Cette baisse est le fait d'un projet d'approvisionnement électronique achevé au premier trimestre de l'exercice précédent.
Exploitation d'installations louées	248	256	(8)	-3 %	La variation est négligeable.
Location de matériel	244	227	17	7 %	L'augmentation s'explique par une hausse du nombre d'employés par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent.
Téléphonie et télématique	189	213	(24)	-11 %	Cette baisse est due à une réduction de l'utilisation des systèmes de données et de téléconférence en raison des restrictions imposées relativement aux lieux de travail dans le contexte de la pandémie de COVID-19.
Services et communications clients	148	47	101	215 %	L'augmentation est imputable aux initiatives de communication lancées pendant le trimestre.
Formation et perfectionnement	137	102	35	34 %	Cette hausse est liée à l'accroissement de la formation virtuelle.
Services, fournitures et matériel de bureau	68	126	(58)	-46 %	Cette baisse est principalement attribuable à une réduction de l'achat d'équipement de protection individuelle lié à la COVID-19 en raison de l'assouplissement des restrictions et du fait que de nombreux employés travaillaient à domicile.
Mobilier et agencements	42	265	(223)	-84 %	Cette baisse tient à l'allocation unique pour la pandémie de COVID-19 accordée aux employés pour faciliter leur transition au travail à domicile, au premier trimestre de l'exercice précédent.
Réinstallation de personnel	40	8	32	400 %	L'augmentation est due à un accroissement des besoins de réinstallation du personnel actuel et nouveau.

Le tableau continue à la page suivante

	Trimestre clos le 30 juin		Variation		
	2021	2020	\$	%	
(en milliers de dollars)					Analyse de la variation
Abonnements et adhésions	38	15	23	153 %	Cette hausse tient à l'accroissement du volume des abonnements annuels.
Recrutement	25	–	25	100 %	Cette hausse est attribuable à une plus forte demande de services de recrutement externe.
Logiciels	12	22	(10)	-45 %	Cette baisse est due aux coûts de mise en œuvre uniques des logiciels d'authentification mobiles et à distance au premier trimestre de l'exercice précédent, pendant la phase initiale de la pandémie de COVID-19.
Améliorations locatives	7	–	7	100 %	La variation est négligeable.
Hébergement	6	16	(10)	-63 %	Cette diminution est imputable à une baisse du nombre de réunions internes en personne liée à la pandémie de COVID-19.
Poste et transport de marchandises	4	6	(2)	-33 %	La variation est négligeable.
Autres	4	4	–	0 %	Pas de différence.
Matériel informatique	–	2	(2)	-100 %	La variation est négligeable.
Déplacements	–	1	(1)	-100 %	La variation est négligeable.
Total	2 282 \$	2 377 \$	(95)	-4 %	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements sont les charges que la Société a engagées dans le cadre de travaux exécutés pour le compte du MDN. CDC recouvre ces charges en les facturant au client-partenaire au coût non majoré. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 276 000 \$ pour le premier trimestre, soit une hausse de 102 000 \$, ou environ 59 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de ces charges est imputable au relâchement des restrictions relatives aux déplacements imposées en raison de la COVID-19.

	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2021	2020	\$	%
(en milliers de dollars)				
Frais de déplacement et décaissements	276 \$	174 \$	102	59 %

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a diminué de 25 %, ou 132 000 \$, au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse tient surtout au non-renouvellement d'un contrat de colocation au premier trimestre de l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2021	2020	\$	%
Amortissement des actifs liés au titre du droit d'utilisation	343 \$	455 \$	(112)	-25 %
Amortissement des immobilisations corporelles	61	64	(3)	-5 %
Amortissements des immobilisations incorporelles	2	19	(17)	-89 %
Total	406 \$	538 \$	(132)	-25 %

6.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et le résultat global du trimestre courant étaient de 1,8 million de dollars, comparativement à 1,5 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse du résultat net pour la période est due à une augmentation de la demande pour les services de CDC, ainsi qu'à la majoration des tarifs et au calendrier des services professionnels et des dépenses de TI.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2021	2020	\$	%
Résultat net et global	1 839 \$	1 483 \$	356	24 %

6.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2020-2021*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 49,4 millions de dollars au 30 juin 2021, en hausse de 3,5 millions de dollars par rapport au 31 mars 2021.

Au 30 juin 2021, le solde de trésorerie s'élevait à 40,2 millions de dollars, en hausse de 4,6 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au 31 mars 2021. Au cours de la période de trois mois qui a suivi le 31 mars 2021, la Société a généré 3,9 millions de dollars de trésorerie grâce à des activités opérationnelles, réalisé 1,0 million de dollars de placements et remboursé 310 000 \$ d'obligations locatives.

Au 30 juin 2021, les placements (courants et non courants) totalisaient 9,2 millions de dollars, en baisse de 1,1 million de dollars ou 11 % par rapport à la clôture de l'exercice de 2020-2021. Cette baisse est attribuable au rachat de placements arrivés à échéance.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique de placement approuvée par le Conseil d'administration. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants à recevoir de clients-partenaires de la Société, notamment le MDN. Au 30 juin 2021, les créances clients totalisaient 17,6 millions de dollars, en hausse de 2,5 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au 31 mars 2021. Cette hausse découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 27,6 millions de dollars au 30 juin 2021, en hausse de 6,2 millions de dollars, ou 29 %, par rapport au 31 mars 2021. L'augmentation des passifs courants est principalement le fait du calendrier des paiements des fournisseurs et de la hausse des produits différés.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

(en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 juin 2021	31 mars 2021	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 222 \$	35 632 \$	4 590	13 %
Placements	9 176	10 304	(1 128)	-11 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	49 398 \$	45 936 \$	3 462	8 %
Créances clients	17 625 \$	15 156 \$	2 469	16 %
Passifs courants	27 582 \$	21 352 \$	6 230	29 %

6.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit un passif lié au coût estimé des congés de maladie et des allocations de retraite pour ses salariés actifs, ainsi que des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour son personnel retraité. Ce coût est estimé par calcul actuariel. Au 30 juin 2021, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 37,8 millions de dollars, en hausse de 653 000 \$, ou 2 %, par rapport au 31 mars 2021. Dans l'ensemble, le passif a augmenté à cause du coût des services rendus, et les intérêts étaient plus élevés que les paiements de prestations. Les coûts des services rendus et les frais d'intérêt pour la période ont été de 837 000 \$, et les prestations payées de 184 000 \$.

(en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 juin 2021	31 mars 2021	\$	%
Partie non courante	34 058 \$	33 430 \$	628	2 %
Partie courante	3 692	3 667	25	1 %
Total des avantages du personnel	37 750 \$	37 097 \$	653	2 %

6.7 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement engagées au premier trimestre de l'exercice en cours sont présentées ci-dessous. Il n'y a pas eu de dépenses d'investissement au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2021	2020	\$	%
Matériel informatique	124 \$	– \$	124	100 %
Mobilier et agencements	111	–	111	100 %
Améliorations locatives	127	–	127	100 %
Immobilisations incorporelles	–	–	–	–
Actifs liés au droit d'utilisation	457	–	457	100 %
Total des dépenses d'investissement	819 \$	– \$	819	100 %

6.8 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société pour le trimestre aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). Le rendement réel de la Société est meilleur que les résultats projetés dans le Plan. Le Plan d'entreprise a été élaboré avant le budget fédéral déposé en 2021.

Les produits tirés des services facturés pour le trimestre sont de 14 % supérieurs aux projections du Plan. Cette hausse des produits s'explique par une demande plus forte que prévu pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard ont été de 37 % inférieurs aux projections du Plan en raison de l'incidence de la COVID-19 sur les déplacements.

Les produits financiers sont inférieurs aux projections du Plan en raison de taux d'intérêt plus faibles que prévu sur les nouveaux placements.

Les salaires et les charges sociales sont de 14 % supérieurs aux projections du Plan en raison d'une hausse plus élevée que prévu de la demande de la part du client-partenaire. En réponse à cette hausse, CDC a relevé ses équivalents temps plein de 3 % de plus que prévu.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 33 % inférieurs aux projections. Ce repli tient principalement au recul des coûts de déplacement et de formation lié aux restrictions de la COVID-19 et au calendrier des services professionnels et des dépenses de TI.

La dotation aux amortissements était de 15 % inférieure aux projections du Plan, principalement en raison des retards dans les rénovations du siège social en 2020-2021, attribuables à la pandémie de COVID-19.

Le résultat du trimestre a été de 1,6 million de plus que prévu dans le Plan, en raison de la hausse de la demande de services et de la diminution des charges opérationnelles et frais d'administration.

Les dépenses d'investissement étaient de 310 % supérieures à ce qui était prévu dans le Plan, en raison du renouvellement d'un bail et du fait que les dépenses prévues en 2020-2021 pour les rénovations locatives au siège social ont été engagées en 2021-2022 en raison des retards susmentionnés.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2021		Variation	
	Réel	Plan	\$	%
Produits tirés des services facturés	37 060 \$	32 545 \$	4 515	14 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	276	440	(164)	-37 %
Produits financiers	105	175	(70)	-40 %
Total des produits	37 441 \$	33 160 \$	4 281	13 %
Salaires et charges sociales	32 579	28 519	4 060	14 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	2 282	3 390	(1 108)	-33 %
Frais de déplacement et décaissements	276	440	(164)	-37 %
Charges financières	59	66	(7)	-11 %
Dotation aux amortissements	406	476	(70)	-15 %
Total des charges	35 602 \$	32 891 \$	2 711	8 %
Résultat net et autres éléments du résultat global	1 839 \$	269 \$	1 570	584 %
Dépenses d'investissement	819 \$	200 \$	619	310 %

6.9 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés dans le cadre du programme du MDN pour le trimestre clos le 30 juin 2021 ont augmenté de 39,9 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est principalement due à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2021-2022 soit comparable à celui de 2020-2021.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2021	2020	\$	%
Région				
Ouest	49 566 \$	47 498 \$	2 068	4 %
Ontario	48 269	34 772	13 497	39 %
Capitale nationale	29 267	29 396	(129)	0 %
Atlantique	27 537	15 690	11 847	76 %
Québec	22 057	9 440	12 617	134 %
	176 696 \$	136 796 \$	39 900	29 %

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS

*Sauf indication contraire, les montants sont exprimés
en dollars canadiens.*

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Original signé par

Juliet S. Woodfield, FCPA, FCA
Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances

Ottawa (Canada)
Le 26 août 2021

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		30 juin 2021	31 mars 2021
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		40 222 \$	35 632 \$
Placements	6	2 120	2 925
Produits à recevoir	10	907	–
Créances clients	13	17 625	15 156
Charges payées d'avance et autres actifs		1 498	1 515
Autres créances		3 332	1 729
Actifs courants		65 704	56 957
Placements	6	7 056	7 379
Immobilisations corporelles	7	2 315	2 014
Immobilisations incorporelles		15	17
Actifs liés au droit d'utilisation	8	8 095	7 981
Actifs non courants		17 481	17 391
Total de l'actif		83 185 \$	74 348 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	13	19 791 \$	16 453 \$
Produits différés	10	2 860	–
Avantages du personnel	9	3 692	3 667
Obligations locatives	8	1 239	1 232
Passifs courants		27 582	21 352
Avantages du personnel	9	34 058	33 430
Obligations locatives	8	7 252	7 112
Passifs non courants		41 310	40 542
Total du passif		68 892	61 894
Capitaux propres			
Capital-actions—Autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale		–	–
Émises : 32 actions ordinaires		–	–
Résultats non distribués		14 293	12 454
Total des capitaux propres		14 293	12 454
Total du passif et des capitaux propres		83 185 \$	74 348 \$

Engagements : Voir la note 8. Passifs éventuels : Voir la note 14

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestres clos les 30 juin	
		2021	2020
Produits tirés des services facturés	10	37 060 \$	33 429 \$
Frais de déplacement et décaissements recouverts		276	174
Produits locatifs		105	108
Produits financiers		–	74
Total des produits		37 441	33 785
Salaires et charges sociales		32 579	29 146
Charges opérationnelles et frais d'administration	11	2 282	2 377
Frais de déplacement et décaissements		276	174
Amortissement des immobilisations corporelles	7	61	64
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	8	343	455
Amortissement des immobilisations incorporelles		2	19
Charges financières	8	59	67
Total des charges		35 602	32 302
Revenu et autres éléments du résultat global		1 839 \$	1 483 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Pour le trimestre clos			
Solde au 31 mars 2021	– \$	12 454 \$	12 454 \$
Résultat de la période	–	1 839	1 839
Solde au 30 juin 2021	– \$	14 293 \$	14 293 \$
Pour le trimestre clos			
Solde au 31 mars 2020	– \$	9 318 \$	9 318 \$
Résultat de la période	–	1 483	1 483
Solde au 30 juin 2020	– \$	10 801 \$	10 801 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos les 30 juin	
		2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Résultat net de la période		1 839 \$	1 483 \$
Ajustements de rapprochement du résultat de la période aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Charge au titre des avantages du personnel		837	685
Avantages du personnel versés		(184)	(132)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	61	64
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	8	343	455
Amortissement des immobilisations incorporelles		2	19
Amortissement des primes d'investissement		3	13
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel			
Créances clients		(2 469)	3 527
Autres créances		(1 603)	1 314
Charges payées d'avance et autres actifs		17	(281)
Produits à recevoir		(907)	(3 140)
Fournisseurs et dettes diverses		3 087	331
Produits différés		2 860	723
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		3 886	5 061
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Rachat et cession de placements		1 125	–
Acquisition d'immobilisations corporelles	8	(111)	–
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		1 014	–
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Remboursement d'obligations locatives	8	(310)	(367)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(310)	(367)
Augmentation de la trésorerie au cours de la période		4 590	4 694
Trésorerie à l'ouverture de la période		35 632	15 738
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		40 222 \$	20 432 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Charges d'intérêts sur les obligations locatives		59	67
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires		53	29
Produit d'intérêts sur les placements		51	77
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée		251	–

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'une vérification ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2021, ainsi qu'avec le Rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier trimestriel.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), au Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

La Société a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation de frais en échange des services fournis.

En juillet 2015, en application de l'article 89 de la LGFP, la Société a reçu une directive (C.P. 2015-1113) lui enjoignant d'harmoniser, d'une manière qui soit conforme à ses obligations légales, l'ensemble de ses politiques, lignes directrices, pratiques et autres instruments en matière de frais de déplacement, d'accueil, de conférences et d'événements avec ceux du Conseil du Trésor, et de rendre compte de la mise en œuvre de la directive dans son Plan d'entreprise subséquent. La Société a terminé son harmonisation avec les politiques du Conseil du Trésor le 31 mars 2017. Elle a par la suite mis à jour ses politiques pour les harmoniser avec les versions révisées des politiques du Conseil du Trésor.

1.1 PANDÉMIE MONDIALE

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare officiellement que l'épidémie de COVID-19 peut être qualifiée de pandémie mondiale et recommande des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les paliers de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

Conformément aux recommandations du gouvernement, CDC a réduit au minimum son effectif présent sur les lieux de travail de la Société. La plupart des employés ont pu travailler à partir de leur domicile et le personnel essentiel a été en mesure de continuer à se rendre sur les sites en toute sécurité et à s'acquitter de ses obligations envers les clients-partenaires. CDC continue de suivre les annonces des gouvernements partout au Canada concernant leurs plans de réouverture alors que la troisième vague de la pandémie de COVID-19 se replie et que plus de Canadiens sont vaccinés. La Société cherche également à obtenir des clients-partenaires des mises à jour sur leurs approches locales en matière de retour au travail et commence à formuler ses plans en conséquence.

La Société demeure en contact étroit avec le MDN et les autres clients-partenaires pour veiller à ce que les projets essentiels se poursuivent. CDC communique par ailleurs régulièrement avec les associations sectorielles pour partager l'information et demander leur collaboration dans ces circonstances inhabituelles. En première ligne, les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au Canada gèrent les marchés à la fois sur place et à distance. Elles prennent toutes les précautions nécessaires et se conforment aux exigences des autorités locales de santé publique au Canada et à l'étranger, partout où CDC mène ses activités.

La Société ne peut pas prévoir la nature exacte des répercussions de la COVID-19 sur ses activités. Elle estimait toutefois, au moment où le Conseil d'administration a approuvé ces états financiers, que ses réserves de trésorerie, les créances clients et les accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires fourniront suffisamment de liquidité pour financer ses opérations pendant au moins les 12 mois suivant la publication des présents états financiers. La Société ne croit pas que les indications actuelles justifient un test de dépréciation de ses actifs.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a dressé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme l'y autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et le *Rapport de gestion* du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

3. RÉSUMÉ DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2021, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si celles-ci ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si elles se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES ACTUELLES

La Société surveille activement les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes qui ont été émises par l'IASB. L'IASB n'a publié aucune norme nouvelle ou modifiée ayant une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou modifications des normes existantes qui pourraient toucher la Société à l'avenir autres que celles qui sont divulguées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des Provinces portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 3 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85% à 4,4 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux de 0,68 % à 2,82 % ainsi que de fonds communs de placement à taux d'intérêt variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de juin 2022 à septembre 2025 et celles des CPG, de juillet 2021 à juillet 2025, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les comptes de fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments arrivant à échéance dans les 12 prochains mois.

	Au	
	30 juin 2021	31 mars 2021
Partie courante	2 120 \$	2 925 \$
Partie non courante	7 056	7 379
Total	9 176 \$	10 304 \$

	Au	
	30 juin 2021	31 mars 2021
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations provinciales	1 826 \$	1 829 \$
Certificats de placement garanti	7 350	8 475
	9 176 \$	10 304 \$
Juste valeur		
Obligations provinciales	1 944 \$	1 951 \$
Certificats de placement garanti	7 409	8 531
	9 353 \$	10 482 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2021	672 \$	1 167 \$	1 536 \$	3 375 \$
Acquisitions	124	111	127	362
Cessions	(147)	-	-	(147)
Solde au 30 juin 2021	649 \$	1 278 \$	1 663 \$	3 590 \$

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2021	526 \$	683 \$	152 \$	1 361 \$
Amortissement	30	22	9	61
Cessions	(147)	–	–	(147)
Solde au 30 juin 2021	409 \$	705 \$	161 \$	1 275 \$

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs				
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	146 \$	484 \$	1 384 \$	2 014 \$
Valeur comptable nette au 30 juin 2021	240	573	1 502	2 315

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

8. CONTRATS DE LOCATION

8.1 ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les variations des actifs liés au droit d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant.

	Colocations	Location d'entrepôts de données	Total des actifs liés au droit d'utilisation
Solde au 31 mars 2021	7 574 \$	407 \$	7 981 \$
Acquisitions	457	–	457
Amortissements	(313)	(30)	(343)
Cessions	–	–	–
Solde au 30 juin 2021	7 718 \$	377 \$	8 095 \$

8.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	30 juin 2021	31 mars 2021
Partie courante	1 239 \$	1 232 \$
Partie non courante	7 252	7 112
Total	8 491 \$	8 344 \$

Le tableau ci-après présente les variations des obligations locatives.

Solde au 31 mars 2021	8 344 \$
Acquisitions	457
Palements	(369)
Charges d'intérêts	59
Solde au 30 juin 2021	8 491 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 juin 2021.

Un an ou moins	1 459 \$
De 1 à 2 ans	1 404
De 2 à 5 ans	2 866
Plus de 5 ans	2 410
Total	8 139 \$

Les charges relatives aux paiements de loyer variables non comprises dans le calcul des obligations locatives étaient de 248 \$. Ces charges correspondent aux charges opérationnelles, aux impôts fonciers et aux frais d'assurance. Les charges liées aux contrats de location à court terme et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables. Le total des sorties de trésorerie pour les contrats de location était de 617 \$, y compris 310 \$ de paiements de capital sur les obligations locatives.

9. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses salariés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de ses retraités. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au	
	30 juin 2021	31 mars 2021
Partie courante	3 692 \$	3 667 \$
Partie non courante	34 058	33 430
Total des avantages du personnel	37 750 \$	37 097 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2020-2021*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2020. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2023 ou plus tôt au besoin.

Solde au 31 mars 2021	37 097 \$
Coût des services rendus au cours de la période	507
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	330
Paievements au titre des avantages du personnel	(184)
Solde au 30 juin 2021	37 750 \$

	Trimestres clos les 30 juin	
	2021	2020
Coût des services rendus au cours de la période	507 \$	421 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	330	307
Charges au titre des avantages du personnel	837 \$	727 \$

10. PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

10.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, les droits demandés en application de contrats de services à forfait sont supérieurs au montant facturé pour les services rendus.

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque le montant facturé aux clients-partenaires pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. La Société a un droit de paiement inconditionnel quand elle a facturé conformément aux Accords sur les niveaux de service à forfait. Les montants excédentaires seront comptabilisés en produits à mesure que les services seront rendus, ce qui devrait se produire d'ici le 31 mars 2022.

10.2 VENTILATION DES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits des activités ordinaires par région, par secteur d'activité et par type de marché (horaires ou forfaitaires). Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par secteur d'activité et par région.

Trimestre clos le 30 juin 2021

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total, par région
Atlantique	2 310 \$	1 713 \$	436 \$	493 \$	240 \$	480 \$	5 672 \$
Québec	2 648	1 342	410	401	328	388	5 517
Capitale nationale	1 118	3 258	1 715	78	111	426	6 706
Ontario	3 543	1 555	638	631	1 382	557	8 306
Ouest	5 040	2 600	403	1 100	436	377	9 956
Siège social	33	22	–	422	426	–	903
Total des produits, par secteur d'activité	14 692 \$	10 490 \$	3 602 \$	3 125 \$	2 923 \$	2 228 \$	37 060 \$

Trimestre clos le 30 juin 2020

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total, par région
Atlantique	1 959 \$	1 666 \$	397 \$	402 \$	177 \$	272 \$	4 873 \$
Québec	2 342	1 529	355	400	313	375	5 314
Capitale nationale	1 148	2 434	1 264	103	103	328	5 380
Ontario	3 323	1 755	759	617	1 170	559	8 183
Ouest	4 349	2 502	180	864	504	395	8 794
Siège social	61	89	6	329	400	–	885
Total des produits, par secteur d'activité	13 182 \$	9 975 \$	2 961 \$	2 715 \$	2 667 \$	1 929 \$	33 429 \$

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires

Région	Trimestres clos les 30 juin	
	2021	2020
Atlantique	1 092 \$	758 \$
Québec	1 873	1 588
Capitale nationale	5 549	4 386
Ontario	2 370	2 148
Ouest	2 559	2 089
Siège social	582	656
Total des produits horaires	14 025 \$	11 625 \$

Produits forfaitaires

Région	Trimestres clos les 30 juin	
	2021	2020
Atlantique	4 580 \$	4 115 \$
Québec	3 644	3 726
Capitale nationale	1 157	994
Ontario	5 936	6 036
Ouest	7 397	6 704
Siège social	321	229
Total des produits forfaitaires	23 035 \$	21 804 \$
Total des produits	37 060 \$	33 429 \$

11. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos les 30 juin	
	2021	2020
Infonuagique	434 \$	338 \$
Entretien des logiciels	318	378
Honoraires	318	351
Exploitation d'installations louées	248	256
Location de matériel	244	227
Téléphonie et télématique	189	213
Services et communications clients	148	47
Formation et perfectionnement	137	102
Services, fournitures et matériel de bureau	68	126
Mobilier et agencements	42	265
Réinstallation de personnel	40	8
Abonnements et adhésions	38	15
Recrutement	25	-
Logiciels	12	22
Améliorations locatives	7	-
Hébergement	6	16
Poste et transport de marchandises	4	6
Autres	4	4
Matériel informatique	-	2
Déplacements	-	1
Total	2 282 \$	2 377 \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de celui-ci. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 71 273 \$ au 30 juin 2021 (62 827 \$ au 31 mars 2021) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit. Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier.

CDC cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité. La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le ministère de la Défense nationale, tel que décrit à la note 13. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société ne juge pas qu'il y ait lieu de calculer les pertes de crédit attendues.

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances sur frais de déplacement consenties à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les fournisseurs et dettes diverses.

En date du 30 juin 2021

	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable
Trésorerie	40 222 \$	– \$	40 222 \$
Placements	–	9 176	9 176
Créances clients	–	17 625	17 625
Autres créances	–	3 332	3 332
Autres actifs	–	11	11
Produits à recevoir	–	907	907
Total des actifs financiers	40 222 \$	31 051 \$	71 273 \$
Fournisseurs et dettes diverses	– \$	11 683 \$	11 683 \$
Total des passifs financiers	– \$	11 683 \$	11 683 \$

	En date du 31 mars 2021		
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable
Trésorerie	35 632 \$	– \$	35 632 \$
Placements	–	10 304	10 304
Créances clients	–	15 156	15 156
Autres créances	–	1 729	1 729
Autres actifs	–	6	6
Total des actifs financiers	35 632 \$	27 195 \$	62 827 \$
Fournisseurs et dettes diverses	– \$	9 756 \$	9 756 \$
Total des passifs financiers	– \$	9 756 \$	9 756 \$

12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et dettes diverses de CDC se chiffrait à 11 683 \$ au 30 juin 2021 (9 756 \$ au 31 mars 2021) et représentait l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. L'échéance de tous les comptes fournisseurs et dettes diverses est dans moins de 6 mois. De plus, au 30 juin 2021, les actifs financiers de la Société excèdent ses passifs financiers de 59 590 \$ (53 071 \$ au 31 mars 2021).

	Au 30 juin 2021			
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Six mois ou moins	Plus de six mois
Fournisseurs et dettes diverses	11 683 \$	11 683 \$	11 683 \$	– \$
Total des passifs financiers	11 683 \$	11 683 \$	11 683 \$	– \$

	Au 31 mars 2021			
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Six mois ou moins	Plus de six mois
Fournisseurs et dettes diverses	9 756 \$	9 756 \$	9 756 \$	– \$
Total des passifs financiers	9 756 \$	9 756 \$	9 756 \$	– \$

12.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Les placements de la Société, qui totalisaient 9 176 \$ au 30 juin 2021 (10 304 \$ au 31 mars 2021), sont constitués intégralement d'instruments à taux fixe. Même si des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments, la direction n'en compte pas moins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

13. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, à savoir le montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du premier trimestre de 2021-2022 se chiffrent à 37 060 \$ comparativement à 33 429 \$ au cours de la même période de 2020-2021; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada.

La Société a engagé des dépenses avec d'autres entités du gouvernement du Canada. Ces transactions totalisaient 70 \$ pour le premier trimestre de 2021-2022, comparativement à 130 \$ pour la période correspondante de 2020-2021. De ces dépenses, la Société a recouvré 56 \$ du MDN.

Les créances et les dettes visant des entités liées se ventilent comme suit :

	Au	
	30 juin 2021	31 mars 2021
Créances :		
Ministère de la Défense nationale	15 671 \$	13 987 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 653	1 016
Centre de la sécurité des télécommunications Canada	274	133
Services partagés Canada	27	20
	17 625 \$	15 156 \$
Dettes :		
Services partagés Canada	2 \$	17 \$
Ministère de la Justice	82	86
	84 \$	103 \$

13.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du Conseil d'administration) détenant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 juin	
	2021	2020
Avantages à court terme	1 310 \$	1 155 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	188	154
Total	1 498 \$	1 309 \$

14. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 juin 2021, douze réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 19 142 \$. Celles-ci sont liées à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. En comparaison, au 31 mars 2021, il y avait 13 réclamations en cours, pour une valeur s'élevant à 19 538 \$. Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers. De plus, au 30 juin 2021, une autre réclamation était en cours, non liée au MDN, relativement à un grief pouvant entraîner d'importants dommages-intérêts. En raison des incertitudes entourant cette demande d'indemnisation et du fait qu'elle n'en est encore qu'au stade de l'évaluation préliminaire, il n'est pas possible pour le moment de déterminer la valeur, l'échéance et la portée du règlement, s'il y en a un. Aucun montant pour cette demande n'était comptabilisé au 30 juin 2021.

15. DONNÉES COMPARATIVES

La Société a reclassé les données comparatives dans l'état de la situation financière intermédiaire résumé et l'état des flux de trésorerie intermédiaire résumé afin d'assurer l'uniformité avec la présentation de la période visée.